

Tout aux Régions ? Le MR nuance

MANIFESTE LIBÉRAL Accord à la Toison d'Or

Le nouveau « Manifeste » libéral est arrivé. Un titre (« *Pour un libéralisme engagé* »), un opus de 37 pages (*Le Soir* du 7 juillet) à vocation idéologique, censé recadrer le libéralisme réformateur pour une dizaine d'années, et le tour est presque joué. Presque, car si les bleus s'entendent sur les grandes valeurs à défendre dans le domaine socio-économique, ou sur le rôle de l'Etat, ou encore sur la construction européenne, ils ont éprouvé beaucoup de difficultés en revanche à tomber d'accord sur la nécessité de faire évoluer, ou non, les institutions au sud du pays.

Tout aux Régions ? Transférer l'enseignement et la culture ? Zapper la Communauté française ? La maintenir ? Entre « régionalistes » et « communautaristes » (pour illustrer les camps en présence), le torchon ne brûle plus, en principe, depuis lundi. Et une réunion au siège du MR, avenue de la Toison d'Or, où les premiers, représentés par Pierre-Yves Jeholet, chef de groupe à Namur, et Jean-Luc Crucke, vice-président du parti, ont obtenu au moins d'amender le texte tel qu'il avait été adopté, à la Toi-

son d'Or toujours, la semaine dernière, sans eux, on l'a compris.

On résume : dans le Manifeste revisité lundi, le « fait régional » retrouve sa place, la Communauté française ou Fédération Wallonie-Bruxelles n'est pas citée, et

l'on invite les francophones à « *travailler autour d'un socle commun fort, fédérant Wallonie et Bruxelles* », cela dans des domaines comme l'enseignement, la culture, l'audiovisuel. Conclusion, analyse-t-on chez les bleus : « *On ne referme aucune porte, les Régions sont consacrées, mais le lien entre francophones garde son importance, nous verrons sous quelle forme dans notre programme électoral.* » Partie remise en partie.

Pas de septième réforme de l'Etat !

Va, donc, pour le simple fait régional. Mais pas question, cependant, de plaider en faveur d'une « *Belgique à quatre Régions* », car cela impliquerait de s'orienter vers une septième réforme de l'Etat, partant de rentrer dans le jeu de la N-VA, et cela, le MR - Charles Michel en tout cas - n'en veut pas, explique-t-on en son sein. Du reste, la rédaction du Manifeste est l'occasion, pour les bleus, d'affirmer, disent-ils, leur choix d'un « *Etat fédéral solide, qui travaille loyalement avec les entités fédérées et inversement, et qui ne se réduise pas à une coquille vide* ».

Un conseil du parti se réunira jeudi pour approuver tout ceci, en vue d'un congrès politique fin 2016. En attendant, les bleus empochent ce compromis tout en nuances, et un peu belgo-belge, sur l'avenir de nos institutions. ■

DAVID COPPI